

LAB POLITIQUE & OPINION

PRÉDATION

INFLUENCE POLITIQUE
D'UN « CONCEPT »

Virginie Martin

SPIRALES



De quoi la “prédation” est-elle le nom ?

Inflation lexicale, capture militante et appauvrissement du réel et prédation en retour...

Cet article ne vise ni à nier l'existence des rapports de domination, ni à contester la pertinence des travaux qui les ont mis en lumière.

Son hypothèse est différente.

La notion de prédation semble progressivement changer de statut dans le débat public. D'outil d'analyse parmi d'autres, elle tend à devenir une langue politique à part entière : une manière de nommer les phénomènes sociaux, de sélectionner les acteurs légitimes, de hiérarchiser les causes et parfois d'organiser la visibilité elle-même.

Le problème n'est alors plus seulement théorique.

Il devient politique, culturel et cognitif : que se passe-t-il lorsqu'une grille d'interprétation du réel devient progressivement une grammaire générale du monde social ?



Depuis quelques années, un mot s'est imposé avec une rapidité remarquable dans le débat public : "prédation". L'homme serait prédateur de la nature, le capital prédateur du travail, les médias prédateurs des citoyens, les hommes prédateurs des femmes, les adultes des enfants, les valides des personnes en situation de handicap, l'Occident du "Sud global", les nationaux occidentaux des migrants...

Autrement dit, à force d'extension, presque tout le monde devient le prédateur de tout le monde — et simultanément sa victime. La catégorie cesse alors de discriminer pour devenir une grille générale d'interprétation du monde.

À mesure que le terme s'étend, il perd en précision ce qu'il gagne en efficacité rhétorique et militante.

À mesure qu'il se politise, il perd son épaisseur analytique pour devenir un opérateur moral immédiat.

La prédation n'est d'ailleurs pas seule à connaître cette évolution. D'autres notions comme la domination tendent parfois à suivre une trajectoire comparable, passant progressivement du statut de concept analytique à celui de catégorie morale.

Car la prédation n'est plus seulement un concept : elle est devenue une langue. Une langue qui simplifie, qui classe, qui juge. Une langue qui permet moins de comprendre le monde que de s'y situer moralement.



I. Une généalogie sérieuse... et un basculement

Il faut le dire d'emblée : cette langue n'est pas née de nulle part. Elle procède d'un croisement théorique puissant.

Karl Marx pense la conflictualité structurante du capitalisme. Michel Foucault diffuse le pouvoir dans les micro-relations sociales. Pierre Bourdieu met au jour les mécanismes de domination symbolique. Edward Said critique l'universalisme occidental.

Kimberlé Crenshaw formalise l'intersectionnalité.

C'est, pour le dire simplement, le retour de la French Theory, matinée d'intersectionnalité.

Ce corpus est solide. Il a permis de penser des phénomènes réels.

Mais il a basculé : d'un outil d'analyse, il est devenu une grammaire militante totale.

II. Une langue d'appartenance

Dans cette grammaire, tout rapport social est susceptible d'être requalifié en prédation. Nommer, c'est juger.

Et surtout : parler cette langue devient une condition d'appartenance.

Refuser certaines catégories — par exemple celle de “racisé” — ne relève plus d'un désaccord analytique, mais d'un refus d'entrer dans une lecture du monde structurée par la prédation.



Car la notion de « racisé » suppose, par définition, une assignation dans un rapport de domination. Mais elle comporte également un paradoxe : pensée comme un outil d'émancipation, elle continue à définir l'individu à partir du processus même qui l'assigne. Elle risque ainsi de reconduire, sous une forme nouvelle, la logique qu'elle entend dénoncer

La refuser, c'est être perçu comme contestant non seulement un terme, mais l'ensemble de la grille.

Cette grille ne se contente pas de structurer une lecture du monde : elle organise la visibilité elle-même.

En cela, elle devient elle-même prédatrice : elle ne se contente plus de décrire le réel, elle en organise l'accès, la visibilité et la légitimité.

Certaines figures accèdent à une forte exposition dès lors qu'elles s'inscrivent explicitement dans cette langue, au point de donner parfois l'impression d'une nouveauté — comme si elles inauguraient des positions qui existaient pourtant déjà.

À l'inverse, de nombreux élus issus de trajectoires comparables — parce qu'ils refusent de se définir à partir de ces catégories ou de s'inscrire dans une logique de prédation — restent largement en dehors de ces mises en récit.



Des responsables politiques comme Hélène Geoffroy ou Karim Bouamrane en offrent des exemples : présents dans le champ politique, mais peu mobilisés comme figures de cette grille.

Ce contraste est révélateur : il ne suffit pas d'occuper une position susceptible d'être interprétée en termes de domination pour être rendu visible comme tel. Encore faut-il en adopter la langue.

La prédation ne décrit donc pas seulement le réel : elle en sélectionne les figures légitimes.

Cette dimension performative de la langue apparaît également dans certains usages contemporains de l'écriture inclusive. Pensée comme un outil de lutte contre des formes de domination symbolique, elle vise à corriger ce qui est perçu comme une invisibilisation.

Mais elle produit en retour des effets paradoxaux. En complexifiant fortement la langue, elle peut créer de nouvelles formes d'exclusion : pour les personnes en difficulté de lecture, pour certains publics en situation de handicap, ou encore pour des locuteurs non natifs pour qui l'apprentissage du français devient plus ardu.

Autrement dit, une langue pensée comme anti-prédatrice peut, dans ses usages, générer d'autres formes de hiérarchisation et exclure ceux qui n'en maîtrisent pas les codes.



Ce paradoxe illustre un point central : dès lors que la langue devient un instrument militant total, elle tend à produire les effets qu'elle prétend combattre.

La grille ne décrit plus seulement des rapports de pouvoir : elle trie les individus selon leur conformité à cette langue.

III. Trois glissements majeurs

1. L'extension indéfinie... et la domination à géométrie variable

Tout est ramené au même plan : concurrence économique, géoéconomie, géopolitique, rapports culturels, interactions sociales, violences effectives, cohabitation entre humains et animaux urbains considérés comme nuisibles ...

Mais surtout, la qualification de dominant/dominé devient instable et stratégique.

Des individus issus de trajectoires sociales comparables peuvent être classés différemment selon leur discours. Celui qui adopte les catégories attendues sera perçu comme dominé ; celui qui les refuse bascule du côté des dominants.

La domination devient ainsi à géométrie variable : elle ne décrit plus une position, elle évalue une posture.

2. La moralisation du politique... et la relativisation de la violence

La prédation remplace l'analyse des mécanismes par une opposition binaire : prédateurs contre victimes.



Et ce basculement produit un effet majeur : la violence cesse d'être un absolu.

Elle devient relative, contextualisée, réinterprétée à l'aune des rapports de domination. Certaines violences sont alors pleinement condamnées, d'autres atténuées, requalifiées, ou déplacées dans le récit. Non pas niées frontalement, mais intégrées dans une logique explicative qui en modifie la portée.

On passe d'une éthique minimale de la violence — universelle — à une éthique située, variable, parfois fluctuante. Ce cadrage produit d'ailleurs des angles morts. Parmi eux, la question de l'insécurité apparaît comme un cas particulièrement révélateur.

Alors même qu'elle constitue une forme de prédation concrète — souvent exercée sur les plus vulnérables, femmes, jeunes, personnes âgées, publics fragiles — elle reste relativement marginale dans cette grille d'analyse.

La prédation exercée n'est quasi pas pensée dans ces termes, car elle entre en tension avec la structure même de la grille et des principes dont l'un conduit à disqualifier les institutions de régulation — police ou justice — assimilées à des instruments de domination.



Ce déplacement ne nie pas les faits, mais il contribue à en limiter la centralité analytique

3. La capture des causes

Féminisme, écologie, antiracisme, critique du néocolonialisme : ces causes sont progressivement captées par une seule grille.

Dans certains discours, il a ainsi été affirmé que certaines catégories d'acteurs — par exemple des femmes issues de milieux favorisés — ne pouvaient incarner pleinement une parole féministe. La légitimité devient conditionnelle.

Certains peuvent parler, d'autres non.

Non pas en fonction de leurs arguments, mais de leur position supposée dans la grille.

IV. Hybridation des dominations : le réel contre la grille

Le problème apparaît immédiatement dès que l'on regarde le réel.

Les positions sont hybrides.

Un même individu peut être :

- dominant économiquement,
- dominé symboliquement,
- légitime dans un champ,
- disqualifié dans un autre.



Prenons un cas concret. Virginie Despentes peut être pensée comme dominée face à des logiques industrielles incarnées par Vincent Bolloré. Mais elle est simultanément en position de forte domination symbolique, culturelle, médiatique et économique dans son propre champ.

Dans une lecture bourdieusienne plus explicite, cette position peut être décrite à travers la combinaison de différents capitaux : capital économique, capital culturel, capital social et capital symbolique.

C'est précisément cette pluralité de ressources qui rend les positions sociales irréductibles à une lecture univoque en termes de domination ou de prédation. Un même acteur peut cumuler des formes de pouvoir dans un champ donné tout en étant exposé à des formes de dépendance ou de contrainte dans un autre

Elle est donc à la fois dominée et dominante.

Et c'est vrai de presque tout le monde.

La grille binaire ne tient pas.

V. Convergences paradoxales et effets politiques

Cette logique produit des phénomènes visibles.

Des convergences militantes peuvent se construire non pas sur la cohérence des situations, mais sur leur inscription commune dans la catégorie des dominés.



Le slogan “queer for Palestine” en est un exemple souvent commenté : il ne se comprend que dans cette logique de convergence des causes perçues comme dominées, indépendamment des contradictions qu’elle peut contenir.

Dans ce cadre, l’hostilité n’est plus analysée en tant que telle, mais réinterprétée comme dirigée contre un “prédateur” symbolique.

C’est ici qu’apparaît un point particulièrement sensible. Des propos, des représentations ou des mises en cause qui relèveraient classiquement de l’antisémitisme peuvent ne plus être perçus comme tels dès lors qu’ils s’inscrivent dans une lecture opposant un groupe supposé dominant à des populations perçues comme dominées.

Le mécanisme est décisif : l’antisémitisme ne disparaît pas, il est déplacé. Il cesse d’être identifié comme une haine visant des individus ou un groupe en tant que tels pour être requalifié comme une critique — voire une dénonciation — d’un pouvoir supposé pris dans logiques de prédation.

Le gouvernement israélien peut donc naturellement faire l’objet de critiques sévères et être analysé, dans certaines de ses politiques, à travers cette logique de prédation.



Mais la grille tend parfois à étendre cette qualification au-delà de l'action gouvernementale elle-même, jusqu'à brouiller la distinction entre critique d'une politique, critique des institutions et progressivement remise en cause de la légitimité de l'État.

La confusion entre gouvernement et État est une manière de disqualifier l'existence même d'Israël.

Cette relecture ne nie pas frontalement les faits ; elle en modifie la perception et la qualification. Elle produit ainsi une zone de flou où la désignation de certaines formes d'hostilité devient instable, dépendante de la grille d'analyse elle-même.

Cette indétermination n'est pas neutre : elle rend plus difficile la désignation claire de certaines formes de haine, précisément parce qu'elles sont prises dans une grille qui privilégie l'analyse des rapports de domination au détriment de la qualification des actes eux-mêmes.

Le déplacement est subtil, mais réel : on ne nie pas, on requalifie.



VI. Universalisme, relativisme : une impasse

On se retrouve alors pris entre deux impasses :

➤ un universalisme jugé aveugle ou dominateur. Un universalisme qui écrase et invisibilise.

➤ un relativisme qui suspend le jugement et excuse de l'excision au voile intégral ; un relativisme qui tend à suspendre le jugement au nom des contextes culturels et géopolitiques, au point de rendre difficile la qualification de certaines pratiques pourtant problématiques au regard de principes fondamentaux.

Toutes les situations ne font alors plus l'objet du même degré d'exigence normative, ce qui introduit des formes implicites de hiérarchisation. Or ces deux positions échouent.

Cette difficulté tient en partie à une confusion entre compréhension et justification. Comprendre des situations dans leur contexte est une exigence scientifique ; mais lorsque cette contextualisation devient un principe de suspension du jugement, elle peut conduire à neutraliser la capacité critique elle-même.

Cette tension appelle à dépasser l'opposition classique entre universalisme et relativisme. Un universalisme abstrait peut en effet invisibiliser les situations concrètes, tandis qu'un relativisme intégral peut conduire à suspendre toute capacité de jugement.



C'est ici qu'une autre voie peut être envisagée : celle d'un universalisme des différences — ou, pour reprendre l'expression de Merleau-Ponty, d'un universalisme latéral — qui ne nie ni les contextes ni les singularités, mais maintient la possibilité de principes communs — notamment en matière de dignité humaine et de condamnation de la violence sous toutes ses formes - sans les dissoudre dans des logiques purement situées.

L'approche interactionniste — de Goffman à Giddens — permet aussi précisément de sortir de cette réduction. Elle ne nie pas les structures, mais elle insiste sur le fait que les acteurs évoluent dans des configurations relationnelles complexes, où les positions se redéfinissent en permanence. Les rapports sociaux ne sont pas figés : ils sont le produit d'interactions, de contextes, de trajectoires.

Cette perspective permet de comprendre que les individus ne sont jamais assignés une fois pour toutes à une position de dominant ou de dominé, mais qu'ils occupent des positions hybrides, mouvantes, et souvent contradictoires

Cette approche tient en même temps compte :

- des situations,
- des interactions,
- des configurations mouvantes, et surtout, surtout des positions hybrides.



VII. Une langue qui produit son contraire

La prédation a besoin de L'Essentialisation :

Un point mérite enfin d'être explicité : cette grille de lecture suppose, pour fonctionner, une certaine stabilité des identités.

En effet, la logique de la prédation repose sur une identification claire des positions de dominants et de dominés. Or cette identification devient difficile dès lors que les trajectoires sont hybrides, que les positions sociales se recomposent, ou que les appartenances se déplacent.

Il en résulte une tendance à l'essentialisation : les individus sont assignés à des catégories stabilisées — raciales, sociales, culturelles — qui permettent de maintenir la lisibilité de la grille.

Cette dynamique entre en tension avec d'autres traditions sociologiques, qui insistent au contraire sur la fluidité des identités, leur caractère relationnel et construit. Elle entre également en contradiction avec des approches contemporaines de l'identité comme processus — qu'il s'agisse des analyses de l'hybridation, ou encore des travaux qui, à la suite de Judith Butler, soulignent la dimension performative et instable des appartenances.



Dès lors, une contradiction apparaît : une pensée qui se veut critique des assignations peut, dans ses usages, produire de nouvelles formes d'assignation.

Et c'est précisément parce que la grille de la prédation a besoin d'identités lisibles, stables et catégorisables qu'elle tend, paradoxalement, à les figer.

Cette langue de la prédation produit un effet de retour.

À force de tout moraliser, elle alimente des contre-discours tout aussi simplificateurs.

On assiste à une polarisation symétrique :

- une langue totalisante
- contre une autre langue totalisante

Le débat disparaît au profit de camps.

Le problème n'est pas la critique de la domination. Elle est nécessaire.

Le problème est sa transformation en langue obligatoire, en grille unique de lecture du réel.

Car une langue qui prétend tout dire du monde social finit par ne plus rien distinguer.



Et lorsqu'elle exige, pour fonctionner, des identités fixes et lisibles, elle entre en contradiction avec ce qu'elle prétend défendre : la complexité des trajectoires, la pluralité des appartenances, et la fluidité du social.

À force de voir partout des prédateurs, on finit par produire un monde simplifié — où les identités se figent, et où le jugement tend à se réduire à un acte de condamnation plutôt qu'à cet effort d'élargissement du regard qui constitue l'une des conditions de la pensée.

Toute société produit des langages politiques.

Le problème n'est donc pas l'existence d'une langue de la domination, de la prédation ou de l'émancipation.

Le problème apparaît lorsqu'une langue prétend résumer à elle seule la totalité du réel.

Car aucune société n'est réductible à une seule logique.

Le réel est plus hybride que les langues qui cherchent à le décrire.

C'est sans doute pourquoi aucune grille ne devrait devenir obligatoire. Une démocratie vivante suppose au contraire la coexistence de plusieurs récits, de plusieurs vocabulaires et de plusieurs manières de rendre le monde intelligible

